

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Lille, [Cf. Date de signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

rue de l'égalité
lieudit de la Planchette
59287 Lewarde

Références : V2/2023-324
Code AIOT : 0007000461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 Lewarde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 Lewarde
- Code AIOT : 0007000461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre dans le département du Nord (59).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008, complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/06/2017 et du 23/07/2021.

Le site est autorisé à admettre 160 000 tonnes de déchets par an. Les déchets admissibles proviennent des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3540 : Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 autorise l'exploitation de l'extension de la zone de stockage, dénommée casier 8 (casiers 8a et 8b), pour une durée de 25 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 – Traçabilité des déchets

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 traçabilité des déchets.

La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi Antigaspillage) renforce la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments avec la mise en place d'un registre national électronique renseigné par divers professionnels. Elle dématérialise également les bordereaux de suivis de déchets (BSD) utilisés au format papier auparavant, via l'outil appelé Trackdéchets.

Si les dispositions réglementaires d'application de cette loi devaient entrer en vigueur initialement le 1er janvier 2022, une période de tolérance a été accordée aux personnes devant faire des déclarations au registre national, qui a finalement été prolongée jusqu'au 1er mai 2023. Les personnes devant utiliser des BSD électroniques pour assurer la traçabilité des déchets dangereux (et/ou polluants organiques persistants POP), dits BSDD, ou amiantés, dits BSDA, ont également pu bénéficier d'une période de tolérance de 6 mois qui s'est achevée le 30 juin 2022.

Ces éléments sont explicités sur la page du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments>.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets - Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments Déchets entrants en valorisation (code déchet 17 05 04), modalités de transmission	Code de l'environnement, article R. 541-43	Sans objet
	Traçabilité des déchets - Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments Déchets entrants en valorisation (code déchet 17 05 04), rattrapage de l'incorporation des données 2022 et 2023	Code de l'environnement, article R. 541-43	Sans objet
	Traçabilité des déchets - Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments Déchets entrants en valorisation (code déchet 19 12 09), rattrapage de l'incorporation des données 2022 et 2023	Code de l'environnement, article R. 541-43	Sans objet
	Traçabilité des déchets - Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments Déchets sortants non conformes, modalités de transmission	Code de l'environnement, article R. 541-43	Sans objet
	Traçabilité des déchets - Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments Déchets dangereux sortants TTD, modalités de transmission	Code de l'environnement, article R. 541-43	Sans objet
	Traçabilité des déchets - Registre National des	Code de l'environnement, article R. 541-43	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Déchets, Terres Excavées et Sédiments Déchets dangereux sortants TTD, rattrapage de l'incorporation des données 2022 et 2023		
3	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets - Trackdéchets	Code de l'environnement, I de l'article R.541-45	Sans objet
2	Traçabilité des déchets - Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments Déchets dangereux sortants, rattrapage de l'incorporation des données du premier semestre 2022	Code de l'environnement, article R. 541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées formule 7 faits susceptibles de suites administratives pour lesquels il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant pour pouvoir lever la non-conformité relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets - Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, I de l'article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets - Trackdéchets
Prescription contrôlée : <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.</p> <p>Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.</p> <p>L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.</p> <p>Sont exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des huiles usagées à des collecteurs d'huiles usagées ou à des collecteurs-regroupeurs d'huiles usagées tels que définis aux 5° et 6° du II</p>

de l'article R. 543-3, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'obligation d'avoir recours à des bordereaux de suivi de déchets électroniques est prévue par le I de l'article R.541-45 du code de l'environnement, qui prévoit aussi la mise en place d'un « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets » qui correspond à l'application Trackdéchets.

Pour rappel les dispositions réglementaires devaient entrer en vigueur initialement le 1er janvier 2022, néanmoins les personnes devant utiliser des BSD électroniques pour assurer la traçabilité des déchets dangereux (et/ou polluants organiques persistants POP), dits BSDD, ou amiantés, dits BSDA, ont pu bénéficier d'une période de tolérance de 6 mois qui s'est achevée le 30 juin 2022.

Par ailleurs, il n'est pas demandé de réintégrer dans Trackdéchets les BSD validés au 1^{er} semestre 2022 sous format papier Cerfa.

Ces éléments sont explicités sur la page du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments>.

La société SUEZ RV NE est amenée à gérer des déchets dangereux sur son site :

- ceux générés par la plateforme de valorisation du biogaz issu de l'ISDND expédiés depuis le site.

Lors de la visite du 27/09/23, l'exploitant a indiqué les gérer via l'application Trackdéchets, ainsi que les déchets non dangereux générés par la plateforme de valorisation du biogaz.

L'utilisation de l'application par l'exploitant est systématique depuis le 01/07/2022 à l'échéance de la période de tolérance.

En séance, l'exploitant s'est connecté à son profil Trackdéchets. Par sondage, l'inspection a vérifié la présence dans l'outil des déchets concernés depuis le 01/07/2022.

Par courriel du 06/10/2023 et suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les extractions des données issues de l'application Trackdéchets au titre de 2022 et de 2023.

Les données laissent apparaître une utilisation régulière de l'application depuis le second semestre 2022, pour les déchets dangereux et non dangereux.

Sur la traçabilité des déchets dangereux faisant l'objet d'un transfert transfrontalier

Compte tenu du transfert transfrontalier de certains déchets dangereux générés (charbon actif –

code déchet 15 02 02*), ceux-ci ne peuvent faire l'objet d'une traçabilité via l'outil Trackdéchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets - Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-43

Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets - Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

La société SUEZ RV NE en tant qu'exploitant d'ISDND (installation de stockage de déchets non dangereux) est visée par les dispositions du 4° du II de l'article R.541-43 et a l'obligation de transmettre au RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments) les données constitutives des registres des déchets entrants et sortants mentionnés au I du même article, associés exclusivement aux activités d'élimination (rubrique 2760-2).

Par ailleurs, la société est également visée par les dispositions du 1° du II de l'article R.541-43 en tant qu'exploitant produisant ou expédiant des déchets dangereux et a l'obligation de transmettre au RNDTS les données constitutives des registres des déchets mentionnés au I du même article.

Pour la société SUEZ RV NE, les déchets concernés par ces obligations sont :

- déchets entrants :
 - les déchets non dangereux admis sur le site pour un traitement en élimination/stockage définitif (code traitement D5) ;
 - les déchets non dangereux admis sur le site et associés aux activités de l'ISDND, pour valorisation/utilisation : pour le recouvrement périodique des zones de stockage des déchets ou pour le stock incendie (code traitement R5) ;
- déchets sortants :
 - les déchets admis mais non conformes pour traitement par élimination et expédiés depuis le site ;
 - les déchets non dangereux associés aux activités de l'ISDND et expédiés depuis le site ;
 - tous les déchets dangereux expédiés depuis le site.

Les déchets suivants ne sont en revanche pas concernés par les obligations de transmission au RNDTS, ceux-ci n'étant pas associés aux activités de l'ISDND ou de gestion de déchets dangereux :

- déchets entrants :
 - les déchets non dangereux de lixiviats en provenance d'autres ISDND admis sur le site pour traitement (rubrique 2791) ;
- déchets sortants :
 - les déchets non dangereux produits sur le site ou présents sur le site et expédiés depuis le site, non-associés aux activités de l'ISDND (ex. déchets non dangereux issus de la plateforme de valorisation du biogaz (rubrique 2910 par antériorité), déchets non dangereux de lixiviats en cas de dysfonctionnement de la station de traitement interne (rubrique 2791)).

Pour rappel, les dispositions réglementaires devaient entrer en vigueur initialement le 1^{er} janvier 2022, néanmoins une période de tolérance pour la transmission des registres tenus à compter du 1^{er} janvier 2023 a été accordée aux personnes devant faire des déclarations au registre national, jusqu'au 1^{er} mai 2023.

En revanche la transmission au RNDTS des registres chronologiques tenus au cours de l'année 2022 (« rattrapage » de l'incorporation des données 2022 dans la base RNDTS) était exigée pour les exploitants d'ISDND au plus tard le 30 juin 2023.

Ces éléments sont explicités sur la page du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments>.

Déchets entrants

1-déchets non dangereux admis sur le site pour traitement en élimination (code traitement D5)

Organisation mise en place par l'exploitant le jour de la visite d'inspection du 27/09/2023

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il dispose :

- d'un outil informatique de gestion des procédures d'acceptation préalables, outil SYNERGIE ;
- d'un outil informatique interne à SUEZ, CLEAR, pour saisir les informations de traçabilité des déchets admis en vu d'être éliminés, notamment à leur arrivée sur site (pont bascule).

L'outil CLEAR a récemment été adapté de façon :

- à intégrer les certificats d'acceptation préalable
- à intégrer l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Les données issues du logiciel CLEAR sont ensuite téléversées au RNDTS. Le versement des données ne s'effectue qu'après vérification interne, dans le respect du délai réglementaire de 7 jours.

L'exploitant ne dispose pas d'une vue sur le RNDTS, uniquement les services centraux de SUEZ. Toutefois l'exploitant dispose du fichier informatique regroupant l'ensemble des informations nécessaires au téléversement au RNDTS.

Suite à la visite d'inspection, l'examen par sondage du RNDTS par l'inspection met en évidence :

- la transmission au RNDTS pour le rattrapage de l'incorporation des données 2023 réalisée le 23/05/2023 et le 08/06/2023, **hors délai** ;
- une transmission au RNDTS des données 2023 à compter de la fin de la période de

tolérance : régulière depuis courant juin 2023 ;

- un délai de transmission au RNDTS inférieur à 7 jours depuis.

Rattrapage de l'incorporation des données 2022

L'exploitant a indiqué que ce rattrapage a été effectué par les services centraux de SUEZ. L'exploitant ne dispose pas d'une vue sur le RNDTS, uniquement les services centraux. Toutefois l'exploitant dispose du fichier informatique regroupant l'ensemble des informations nécessaires au téléversement au RNDTS. Ce fichier a été transmis à l'inspection par courriel du 06/10/2023.

Les services centraux ont produit une capture d'écran de la première page du RNDTS sur laquelle figurent les déchets admis sur le site pour élimination à compter du 03/01/2022. Selon ces éléments, l'incorporation de ces données a été réalisée le 04/07/2023.

Suite à la visite d'inspection, l'examen du RNDTS par l'inspection met en évidence :

- la transmission des données de 2022 le 04/07/2023, **soit peu après la fin de la période de tolérance (30/06/2023) ;**
- les transmissions réalisées au RNDTS au titre de 2022 s'élèvent à 84 989 t de déchets admis sur le site. Ce chiffre est cohérent :
 - avec celui du fichier informatique de l'exploitant ;
 - avec la déclaration GERE 2022 pour ce type de déchets.

2-déchets non dangereux admis sur le site pour valorisation/utilisation, notamment les déchets pour le recouvrement périodique des cellules de stockage des déchets (code traitement R5)

Déchets de terres (code déchet 17 05 04)

Organisation mise en place par l'exploitant le jour de la visite d'inspection du 27/09/2023

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que :

- il dispose d'un registre informatisé dans lequel il saisit les informations de traçabilité des déchets de terres (code déchet 17 05 04) admis en vu de leur utilisation sur site, à leur arrivée sur site (pont bascule) ;
- l'admission de ces déchets n'est pas gérée via l'outil informatique CLEAR.

Le registre informatisé a été présenté à l'inspection le jour de la visite : la dernière admission est datée du 26/09/2023, puis il a été transmis à l'inspection par courriel du 06/10/2023.

Ce registre intègre l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

En revanche, l'exploitant a indiqué que les données relatives aux déchets de terres admis pour utilisation sur site ne font pas l'objet d'une transmission au RNDTS, ceux-ci étant assimilés à des matériaux d'exploitation et non à des déchets d'activité commerciale d'élimination.

Comme développé précédemment ces déchets admis, associés aux activités de l'ISDND, pour valorisation/utilisation, sont bien visés par l'obligation de transmission au RNDTS.

Suite à la visite d'inspection, l'examen du RNDTS par l'inspection met en évidence :

Faits susceptibles de suite 1 : Ces admissions de déchets de terres ne font l'objet d'aucune transmission au RNDTS.

L'exploitant définira les modalités d'organisation sur le site et les mettra en place afin de satisfaire aux obligations réglementaires de transmission au RNDTS dans le délai réglementaire de 7 jours.

Faits susceptibles de suite 2 : Ces admissions de déchets de terres n'ont pas fait l'objet d'une transmission au RNDTS pour le rattrapage de l'incorporation des données 2022 et 2023.

L'exploitant procédera à la transmission au RNDTS des données 2022 et 2023.

Déchets de sables (code déchet 19 12 09)

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas évoqué ces déchets entrants de sable.

En revanche, suite à la visite d'inspection, l'examen du RNDTS par l'inspection met en évidence que l'exploitant admet également sur son site des déchets de sables (code déchet 19 12 09). Interrogé, l'exploitant a indiqué par courriel du 17/11/2023 que ces déchets étaient admis en code traitement R5 car réutilisés sur site en tant que matériaux d'exploitation, pour le besoin en matériaux de couverture.

Au contraire des déchets de terres admis en R5, les déchets de sable admis en R5 ont bien fait l'objet d'une déclaration régulière au RNDTS depuis juillet 2023 dans le respect du délai réglementaire des 7 jours. **En revanche aucune donnée ne figure pour les périodes précédentes entre janvier 2022 et juin 2023.**

Faits susceptibles de suite 3 : L'exploitant justifiera si des admissions de ces déchets pour valorisation R5 ont eu lieu entre janvier 2022 et juin 2023.

Le cas échéant, l'exploitant procédera à la transmission au RNDTS pour le rattrapage de l'incorporation des données 2022 et 2023.

Observation 1 : L'examen du RNDTS laisse apparaître des admissions en D5 pour élimination pour des déchets également codifiés 19 12 09 provenant du même producteur à Lourches et admis entre le 15/06/2023 et le 30/06/2023. L'exploitant justifiera que le code de traitement associé à ces admissions est exact et qu'il ne s'agit pas d'admission en R5 à l'instar de toutes les autres admissions réalisées depuis juillet 2023 sur ce type de déchets.

Déchets sortants

1-déchets admis non conformes pour traitement par élimination

Il s'agit des déchets expédiés depuis le site, après un entreposage temporaire, car ils se sont avérés non conformes pour un traitement par élimination postérieurement à leur admission, lors des contrôles.

Il ne s'agit pas des déchets refusés à l'admission, et donc non admis sur le site, qui doivent quant à eux faire l'objet d'une traçabilité spécifique (registre des refus).

L'identification de ce flux de déchets relevant des obligations de transmission au RNDTS a été identifiée par l'inspection postérieurement à la visite d'inspection du 27/09/2023. Le respect des dispositions réglementaires n'a donc pas été examiné le jour de la visite, mais à l'issue.

Faits susceptibles de suite 4 : L'exploitant précisera les modalités d'organisation sur le site afin de satisfaire aux obligations réglementaires notamment de transmission au RNDTS dans le délai réglementaire de 7 jours. En particulier :

- traçabilité dans le registre des déchets entrants ? code de traitement ?
- traçabilité dans le registre des déchets sortants ? code de traitement ?
- transmission des données au RNDTS, y compris pour le rattrapage de l'incorporation des données 2022 et 2023 ?

2-autres déchets non dangereux associés aux activités de l'ISDND (2760-2) expédiés depuis le site

A la date de la visite d'inspection, aucune expédition de déchets de cette nature n'est identifiée en 2023 par l'exploitant (pour rappel les déchets non dangereux associés aux activités 2910 de la plateforme de traitement du biogaz et aux activités 2791 de la station de traitement des lixiviats ne sont pas concernés par les obligations de transmission au RNDTS).

Suite à la visite d'inspection et par courriel du 02/11/2023, l'exploitant a indiqué que les déchets non dangereux sortants (et donc y compris ceux liés aux activités 2910 et 2791) font l'objet d'une traçabilité dans l'outil informatique CLEAR systématique depuis le 01/10/2023, dont les données sont transmises au RNDTS dans le délai réglementaire de 7 jours.

Observation 2 : L'exploitant veillera à ce que seuls les déchets non dangereux sortants concernés, à savoir ceux associés aux activités de l'ISDND (2760-2), fassent l'objet d'une transmission au RNDTS.

Rattrapage de l'incorporation des données 2022

Aucune expédition de déchets de cette nature n'est identifiée en 2022 par l'exploitant.

3-tous les déchets dangereux expédiés depuis le site

a) déchets dangereux ne faisant pas l'objet d'un transfert transfrontalier de déchets

Ce sont notamment les déchets dangereux issus de la plateforme de valorisation du biogaz.

Organisation mise en place par l'exploitant le jour de la visite d'inspection du 27/09/2023

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué pour ces déchets, les gérer directement depuis l'application Trackdéchets (cf. point de contrôle n°1).

L'utilisation de l'application est systématique depuis le 01/07/2022 à l'échéance de la période de tolérance.

La transmission des BSD électroniques via l'application Trackdéchets, pour les BSD dont la dématérialisation est prévue par la réglementation, vaut transmission au registre national des déchets.

Rattrapage de l'incorporation des données 2022

Ce rattrapage ne concerne que le 1^{er} semestre 2022, compte tenu de la période de tolérance pour l'utilisation des BSD électroniques qui s'est achevée au 30/06/2022 et de la pleine utilisation de l'outil par l'exploitant depuis.

Le site du ministère (<https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments>) précise qu'une tolérance d'utilisation des formulaires Cerfa papier avait été accordée uniquement pour le 1er semestre 2022 et rappelle qu'il n'est pas demandé de réintégrer dans Trackdéchets les BSD validés au 1^{er} semestre 2022 sous format papier Cerfa.

S'agissant de déchets dangereux issus de la plateforme de valorisation de biogaz (2910), ces déchets ne sont pas liés à l'activité ISDND donc hors champs du rattrapage des registres tenus par les exploitants d'ISDND précisé sur le site du ministère (lien précité) ainsi que sur celui du RNDTS (<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/actualite/actualite/delai-de-tolerance-jusquau-1er-mai-2023-pour-rndts>).

b) déchets dangereux faisant l'objet d'un transfert transfrontalier de déchet (TTD)

Il s'agit de charbons actifs (code déchet 15 02 02*) expédiés vers la Belgique.

Ces déchets ne peuvent être gérés via Trackdéchets compte tenu du TTD, aucune transmission automatique au RNDTS n'est donc réalisée par ce biais.

Cet aspect traçabilité pour cette typologie de déchets n'a en revanche pas été abordé lors de la visite d'inspection du 27/09/2023, ni par conséquent les modalités de transmissions au RNDTS. Le respect des dispositions réglementaires n'a donc pas été examiné le jour de la visite, mais à l'issue.

Par courriel du 06/10/2023 et suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les données relatives à ces expéditions au titre de 2022 et de 2023 (mention « Followed with PNTTD »). Il en résulte :

- au titre de 2022 : 7 expéditions sur le second semestre ; aucune information sur le 1^{er} semestre ;
- au titre de 2023 : 12 expéditions.

Suite à la visite d'inspection, l'examen du RNDTS par l'inspection met en évidence :

Faits susceptibles de suite 5 : Ces expéditions de déchets ne font l'objet d'aucune transmission au RNDTS.

L'exploitant définira les modalités d'organisation sur le site et les mettra en place afin de satisfaire aux obligations réglementaires de transmission au RNDTS dans le délai réglementaire de 7 jours.

Faits susceptibles de suite 6 : Ces expéditions de déchets n'ont pas fait l'objet d'une transmission au RNDTS pour le rattrapage de l'incorporation des données 2022 et 2023.

L'exploitant procédera à la transmission au RNDTS des données 2022 et 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets</p> <p>[...]</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;-la quantité par nature du déchet ;-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. <p>III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;-la quantité par nature du déchet ;-l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;-le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;-les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.

[...]

Constats :

La déclaration GEREPP réalisée par l'exploitant au titre de 2022 fait état, pour le volet déchets, des éléments suivants :

	Déchets dangereux	Déchets non dangereux
Quantité totale produite	0 t	0 t
Quantité totale admise	0 t	85 805 t
Quantité totale traitée	0 t	85 805 t dont : - 84 997 t de déchets non dangereux pour élimination (code de traitement D5) ; - 808 t de lixiviats pour traitement (code déchet 19 07 03 - code traitement D8)
Quantité totale expédiée	0 t	0 t

Par courriel du 06/10/2023 et suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les extractions des données issues de l'application Trackdéchets au titre de 2022 et de 2023.

- Au titre de 2022 (à compter du 01/07/2022), le tonnage de déchets dangereux figurant dans l'extraction s'élevait à 189 t ; 316 t pour les déchets non dangereux.
- Depuis le 01/01/2023 jusqu'au jour de la visite, le tonnage de déchets dangereux figurant dans l'extraction s'élevait à 318 t ; 314 t pour les déchets non dangereux.

Il apparaît que :

Faits susceptibles de suite 7 : Les déchets dangereux produits par la plateforme de biogaz et expédiés depuis le site n'ont pas été déclarés dans GEREPP alors que leur quantité dépasse le seuil de déclaration fixé par l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (2 t/an).

En séance, l'exploitant a expliqué que « historiquement » les activités de l'ISDND et de traitement de lixiviats ont été différenciés des activités de la plateforme de valorisation du biogaz.

En conséquence seuls les déchets liés à l'activité ISDND et de traitement des lixiviats ont fait l'objet d'une déclaration dans GEREPP.

La correction en ligne de la déclaration GEREPP 2022 n'est plus possible. L'exploitant transmettra directement à l'inspection les données corrigées de sa déclaration GEREPP.

L'inspection note également que :

- les déchets non dangereux admis sur le site pour utilisation, notamment les déchets pour le recouvrement périodique des cellules de stockage des déchets (code traitement R5) n'ont pas été déclarés dans GEREPP. Toutefois les activités R5 sur les déchets non dangereux ne sont pas soumises aux obligations de déclaration GEREPP (absence de non-conformité) ;
- les déchets non dangereux produits par la plateforme de biogaz et expédiés depuis le site n'ont pas été déclarés dans GEREPP. Toutefois les expéditions de déchets non dangereux inférieures à 2000 t/an ne sont pas soumises aux obligations de déclaration GEREPP (absence de non-conformité) ;
- aucune gestion externe des lixiviats bruts (déchets non dangereux sortants) n'a été réalisée

en 2022.

Observation 2 : Malgré l'absence de non-conformité sur ces points, l'exploitant s'interrogera sur l'opportunité de compléter à l'avenir ses déclarations GERP afin d'identifier tous les flux de déchets entrants et sortants du site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites